

ZONE NA

La zone NA est une zone mixte qui comprend les parties de la zone naturelle où l'exploitation agricole continue de se développer.

Cependant, peuvent y trouver place, certaines occupations incompatibles avec celles autorisées en zone urbaine.

Par ailleurs, le bâti existant quel que soit son affectation peut être aménagé.

SECTION I - NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL

ARTICLE NA 1 - TYPES D'OCCUPATION OU D'UTILISATION DU SOL INTERDITS

1.1- Dans les marges de reculement

Voir article 5 des Dispositions Générales

1.2- Dans les secteurs soumis au risque d'inondation

Sans objet

1.3- Sur l'ensemble de la zone :

1.4.1. Les constructions à usage d'habitation ou d'activité à l'exception de celles visées à l'article NA2.

1.3.2. Les affouillements et exhaussements du sol quelle que soit leur hauteur sauf ceux autorisés à l'article NA 2.4.13

1.3.3. Les dépôts de déchets divers et le stockage de véhicules sont interdits dans la zone **NA. Seuls les stationnements rendus nécessaires aux activités présentes dans les zones NA(a) sont autorisés.**

1.3.4. La pratique isolée du camping-caravaning pour une durée supérieure à 3 mois

1.3.5. L'aménagement de terrains de caravanes sauf le caravanage à la ferme.

1.3.6. L'aménagement de terrains de camping sauf le camping à la ferme et les terrains saisonniers destinés à être exploités comme aire naturelle de camping.

ARTICLE NA 2 - TYPES D'OCCUPATION OU D'UTILISATION DU SOL SOUMIS A DES CONDITIONS SPECIALES

Sont admis sous réserve de compatibilité avec le développement des exploitations agricoles et des conditions particulières énoncées dans cet article,

2.1- Dans les marges de reculement :

Voir article 5 des dispositions générales

2.2- Dans les secteurs soumis au risque d'inondation :

Sans objet

2.3- Sur l'ensemble de la zone :

2.3.1. Les installations et équipements techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou des établissements d'intérêt collectif (assainissement, eau potable, électricité, ...) pour lesquels les règles des articles 5, 6, 7, 8, 9, 10, 12, 13 et 14 du règlement ne s'appliquent pas.

2.3.2. La reconstruction des bâtiments ne respectant pas les règles des articles 3 à 14 et détruits à la suite d'un sinistre, nonobstant les dispositions des articles 3 à 14 sous réserve de l'implantation des emprises et des volumes initiaux.

2.3.3. Les constructions de bâtiments, restaurations, extensions et les installations nécessaires aux exploitations agricoles ainsi que les constructions à usage d'habitation destinées aux logements des personnes dont la présence permanente est nécessaire au fonctionnement des exploitations qu'il s'agisse d'une construction neuve ou de changement de destination d'un bâtiment existant.

Dans les cas de création de logements de fonction liés à l'exploitation agricole par constructions neuves, ou changement de destination, les bâtiments devront être :

- implantés à moins de **100 m** des bâtiments de l'exploitation concernée (sauf impossibilités techniques ou autres : exploitant non propriétaire des parcelles à proximité, problèmes de réseaux...)
- implantés en dehors des périmètres sanitaires engendrés par les autres bâtiments agricoles existants (*sans tenir compte des gîtes et logements de fonction liés aux autres exploitations agricoles*) en activités et étrangers à l'exploitation dont le logement de fonction relève.

2.3.4. La restauration et l'aménagement des constructions existantes, ainsi que leur extension avec ou sans changement de destination à tout autre usage qu'industriel des constructions existantes, ainsi que leur extension sous réserve de rester compatible avec la vocation de la zone.

Toutefois les extensions des constructions à usage d'habitation (ou de gîte) sont autorisées dans la limite de 100 m² de SHOB maximum sous réserve de ne pas doubler la surface au sol initiale du bâtiment:

Les extensions des habitations (ou gîtes) existantes seront autorisées uniquement en prolongement de celles-ci sans se rapprocher par décrochement des bâtiments d'exploitation agricole en activité (à l'exclusion des logements de fonction, gîtes ou locaux d'accueil du public) ou /et ressortant d'une autre exploitation et soumis à distance d'implantation, afin de ne pas réduire les interdistances.

2.3.5. Les bâtiments susceptibles de recevoir un changement de destination à usage d'habitation ou de gîte (*liés ou non aux exploitations agricoles*) doivent respecter cumulativement les dispositions suivantes :

- être en bon état et non en ruine (qu'elle possède au moins $\frac{3}{4}$ des murs porteurs existants)
- avoir une structure traditionnelle en pierre,
- que la construction d'origine présente une surface au sol minimale de **50 m²**

- **de ne pas réduire les interdistances avec les bâtiments d'exploitations en activité (à l'exclusion des logements de fonction, gîtes ou locaux d'accueil du public) ou /et ressortant d'une autre exploitation, et soumis à distance d'implantation.**

Dans ce cas les travaux doivent concourir à la valorisation du bâti dans le respect de l'architecture et de la volumétrie du bâti traditionnel environnant (gabarit, percements, aspect, ...).

2.3.6. Les activités considérées comme le **prolongement d'une activité agricole existante** au sens de la définition donnée par l'article L311.1 du code rural :

- magasin ou hall de vente en direct, laboratoire, lorsqu'ils sont implantés dans **des constructions neuves et par changement de destination du bâti traditionnel existant.**
- activités liées au tourisme vert et les hébergements individuels ou collectifs (**gîte**, ferme-auberge, camping à la ferme), lorsqu'ils sont implantés dans des **bâtiments traditionnels existants.**

Lorsque ces activités concernent des locaux accueillant du personnel, elles devront être situées, en dehors du périmètre sanitaire engendré par les bâtiments agricoles existants (*sans tenir compte des gîtes et logements de fonction liés aux autres exploitations*) en activités et étrangers à l'exploitation dont ces activités relèvent. Les extensions de ces constructions seront autorisées uniquement en prolongement de celles-ci sans se rapprocher par décrochement des bâtiments d'exploitation agricole en activité (à l'exclusion des logements de fonction, gîtes ou locaux d'accueil du public) ou /et ressortant d'une autre exploitation et soumis à distance d'implantation, afin de ne pas réduire les interdistances.

2.3.8. Les constructions et installation ayant un rapport direct avec l'agriculture nécessitant une utilisation de surfaces agricoles mais ne relevant pas d'une exploitation agricole (serres, expérimentation, recherche agronomique, enseignement agricole, ...).

2.3.9. Les **constructions** nécessaires à la modernisation ou à l'extension et à la diversification des **activités existantes autre qu'agricole**, l'amélioration de l'habitat ou la construction d'un logement lorsque celui-ci est nécessaire au gardiennage de l'activité.

Dans le cas de création de logement de fonction par construction neuve, il devra être implanté à moins de **100 m** des bâtiments de l'activité concernée.

2.4.10. La construction de bâtiments annexes est autorisée sous réserve des dispositions de l'article 9, lorsqu'il s'agit :

- d'un bâtiment annexe constituant une dépendance d'une habitation fixée située sur une même unité foncière **y compris dans un zonage différent** (UE, NPb ...) dès lors qu'il est implanté à une distance maximale de **100 m** de l'habitation.

2.3.11. Les abris pour animaux non liés à une exploitation agricole construits sur terrain nu dans la limite fixée à l'article NA 9.

2.3.13. Les affouillements et exhaussements de sol visés à l'article R.442.2 c du code de l'urbanisme à condition qu'ils soient nécessaires à la réalisation des constructions admises dans la présente zone, s'ils sont liés à l'exercice de l'activité agricole, à la défense incendie

ou à la régulation des eaux pluviales, à l'adduction en eau potable ou à l'irrigation et autorisées à ce titre, ainsi qu'à la réalisation d'infrastructures routières.

2.3.14. Les constructions et installations directement liées à l'entretien, l'exploitation de la route ou la création de voies nouvelles.

SECTION II - CONDITIONS D'OCCUPATION DU SOL

ARTICLE NA 3 - ACCES ET VOIRIE

3.1 – Accès

Pour être constructible un terrain doit avoir accès à une voie publique ou privée, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un passage aménagé sur fonds voisins ou éventuellement obtenu en application de l'article l'article 682 du code Civil.

Dans tous les cas, les caractéristiques des accès doivent répondre à l'importance et à la destination de l'immeuble ou ensemble d'immeubles à desservir.

L'autorisation d'utilisation du sol peut être subordonnée à la réalisation d'aménagements particuliers concernant les accès en tenant compte de l'intensité de la circulation et de la sécurité publique.

3.2 -Voirie

Les terrains devront être desservis par des voies publiques ou privées répondant à l'importance et à la destination des constructions qui doivent y être édifiées, notamment en ce qui concerne la commodité de la circulation, des accès et des moyens d'approche permettant une lutte efficace contre l'incendie.

ARTICLE NA 4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX

4.1 - Eau potable :

Toute construction ou installation nouvelle qui requiert une alimentation en eau doit avoir une conduite de distribution d'eau potable, de caractéristiques suffisantes et raccordée au réseau collectif de distribution sous pression.

4.2 - Assainissement :

4.2.1 - Eaux usées :

Toutes les eaux et matières usées des constructions autres que les bâtiments et installations agricoles doivent être évacuées par des canalisations souterraines raccordées au réseau collectif d'assainissement ou à défaut par un dispositif autonome respectant les dispositions réglementaires en vigueur. Dans ce cas, la construction n'est autorisée que si le dispositif d'assainissement autonome a reçu un accord de l'autorité compétente. Dans le cadre du recueil de cet accord, la mise en place du dispositif doit être justifiée par une étude particulière réalisée à la parcelle par un bureau spécialisé, si pour le secteur considéré l'étude de zonage n'a pas arrêté le choix d'une filière adaptée.

4.2.2 - Eaux pluviales :

Tout aménagement réalisé sur un terrain ne doit jamais faire obstacle à l'écoulement des eaux pluviales.

Lorsque le réseau correspondant existe et présente des caractéristiques suffisantes, les eaux pluviales recueillies sur le terrain doivent y être dirigés par des dispositifs appropriés.

En l'absence de réseau ou en cas de réseau insuffisant, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales et éventuellement ceux visant à la limitation des débits évacués par la propriété doivent être réalisés par des dispositifs adaptés à l'opération et au terrain (bassins, tampons, ...).

4.3 - Réseaux divers :

(Electricité, éclairage public, télécommunications, fluide divers).

L'enfouissement du raccordement aux lignes ou conduites de distribution pourra être imposé notamment lorsque le réseau primaire est souterrain.

ARTICLE NA 5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Pour être constructible, un terrain doit avoir des dimensions suffisantes pour qu'il soit possible d'y inscrire une construction respectant les règles d'implantation fixées par les articles 6, 7 et 8 du présent règlement.

En l'absence de réseau collectif d'assainissement, les caractéristiques du terrain (nature du sol, surface) devront permettre la mise en œuvre d'un assainissement autonome conforme aux règlements en vigueur.

Ces dispositions devront être prises sans tous les cas notamment lors des divisions de terrain et du changement de destination d'un bâtiment.

ARTICLE NA 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES, EMPRISES PUBLIQUES ET RESEAUX DIVERS.

6.1- Voies publiques ou privées ouvertes à la circulation automobile

Les constructions devront être implantées à **5 m minimum** de l'alignement des voies, sous réserve des dispositions spéciales figurées au plan par des lignes tiretées y compris le long des voies à créer prévues en emplacement réservé.

6.2- Chemin piétonniers - randonnées

Les constructions devront être implantées à **5 m minimum** de l'alignement, sous réserve des dispositions spéciales figurées au plan par des lignes tiretées y compris le long des chemins à créer prévus en emplacement réservé.

6.3- Ruisseau

Les constructions devront être implantées à **8 m minimum des berges des cours d'eau identifiés au titre de l'article L123-1-7**

6.4- Règles alternatives aux dispositions ci-dessus :

6.4.1. Dans le cas d'immeubles voisins construits selon un alignement particulier ou spécifique, l'implantation des constructions pourra être imposée en prolongement d'un immeuble voisin afin de ne pas rompre l'harmonie de l'ensemble.

6.4.2. Les extensions des constructions existantes ne respectant pas cette implantation pourront être autorisées en prolongement de celles-ci, sans se rapprocher de la voie ou de l'emprise publique ou privée par décrochement. Cette disposition ne s'applique pas aux constructions implantées en biais par rapport à la voie-avec un angle compris entre 30° et 150°, l'extension pourra, alors, être autorisée lorsqu'elle ne diminue pas la marge de recul mesurée au point le plus proche de la construction par rapport à l'axe de la route.

6.5- Réseaux divers

En application du décret n° 91.1147 du 14 octobre 1991, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution d'énergie, de fluide ou de télécommunication, tous travaux, même non soumis à autorisation, doivent faire l'objet d'une déclaration auprès de l'exploitant des installations dans les conditions fixées par ce décret.

6.6- Réseaux d'énergie électrique

6.6.1. Lignes existantes - Les projets de constructions, surélévation ou modification à proximité des lignes électriques existantes seront soumis à Electricité de France pour vérifier leur conformité avec les dispositions de sécurité.

6.6.2- Lignes futures - Sans objet.

ARTICLE NA 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

7.1- Limites séparatives

7.1.1. Lorsque les constructions ne jouxtent pas la limite séparative, la distance horizontale de tout point du bâtiment à édifier au point le plus proche de la limite séparative doit être au moins égale à la demi-hauteur du bâtiment mesurée à l'égout du toit ($L \geq H/2$) sans toutefois être inférieure à **3 m**.

7.1.2. Les constructions pourront s'implanter à **1,50 m minimum** de la limite séparative en présence d'une haie.

7.1.3. Les constructions pourront s'implanter à **3 m minimum** de la limite séparative en présence d'un talus planté existant ou d'un fossé nécessaire à la continuité d'un écoulement naturel.

7.2. Implantations différentes

Les dispositions de cet article peuvent ne pas s'appliquer aux extensions de bâtiments existants ne respectant pas ces règles lorsqu'elles sont réalisées en prolongement de ceux-ci sans restreindre la bande séparant le bâtiment de la limite séparative.

ARTICLE NA 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME UNITE FONCIERE

Il n'est pas imposé de distance minimale entre deux bâtiments sur une même propriété.

ARTICLE NA 9- EMPRISE AU SOL

L'ensemble de l'emprise au sol des bâtiments annexes aux habitations est limité à **80 m²** à compter de la date d'approbation du P.L.U.

L'emprise au sol des abris pour animaux non liés à une exploitation agricole sur terrain nu, est limitée à **30 m²**.

ARTICLE NA 10 - HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

Il n'est pas fixé de hauteur maximale pour les bâtiments principaux, cependant la hauteur des extensions des constructions existantes à usage d'habitat (liées ou non à l'exploitation agricole) ou de gîte, devra rester en harmonie avec la hauteur du bâtiment initial. Il n'est pas fixé de règle particulière pour les autres bâtiments (d'exploitation agricole, d'activités...)

La hauteur maximale au faîtage des bâtiments annexes, à l'écart de la construction principale (à usage d'habitation ou de gîtes) , n'excédera pas **5.00 m**.

ARTICLE NA 11 - ASPECT EXTERIEUR - CLOTURES

11.1. Les constructions devront présenter un volume, une implantation et un aspect satisfaisants permettant une bonne intégration dans l'environnement dans le site général dans lequel elles s'inscrivent et notamment la végétation existante et les constructions voisines.

11.2. La qualité recherchée vise aussi bien les volumes, y compris la forme de la toiture que les percements, les couleurs, la nature des matériaux apparents et les détails architecturaux.

11.3. Les clôtures seront d'un style simple et constituées de matériaux de bonne qualité, en harmonie avec le paysage environnant.

11.4. La nature et la hauteur des clôtures situées à l'alignement des Voies publiques ou privées ouvertes à la circulation automobile devront permettre d'assurer une visibilité suffisante aux intersections et aux carrefours, virages et courbes.

11.5. La végétation nouvelle qui peut être prévue au projet devra également s'intégrer au cadre végétal environnant. Les nouvelles plantations utilisées pour clore les parcelles devront reprendre les essences locales.

11.6. Les couleurs apparentes devront avoir une tonalité discrète, suivant une palette conforme aux tons en usage dans la région.

11.7. Les bâtiments annexes, abris pour animaux seront construits avec des matériaux permettant une bonne intégration dans le site. **La tôle galvanisée non peinte est interdite.**

ARTICLE NA 12 - STATIONNEMENT

12.1. Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions ou installations doit être assuré en dehors des voies publiques.

12.2. Le stationnement de caravanes est interdit sur terrain nu.

ARTICLE NA 13 - ESPACES LIBRES - PLANTATIONS - ESPACES BOISES ET CLASSES

13.1. Les haies répertoriées aux plans doivent être conservées. Elles peuvent toutefois être défrichées ponctuellement pour le passage d'une route, d'un chemin, de canalisations, ou pour l'agrandissement d'une entrée charretière. En cas d'élargissement de voie ou de chemin, elles devront être reconstituées à l'identique (forme-sur talus ou non – et essences végétales).

13.2. Les espaces boisés classés TC figurant au plan sont soumis aux dispositions de l'article L.130-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

13.3. Des plantations de haies bocagères pourront être imposées, lors de la création ou de l'extension de bâtiments d'exploitation agricoles, afin de favoriser leur intégration dans l'environnement paysager et de limiter leur impact visuel. Cette disposition sera appréciée au vu du site dans lequel ils s'inscrivent (topographie des lieux, co-visibilité avec les zones habitées...)

SECTION III - POSSIBILITES D'OCCUPATION DU SOL

ARTICLE NA 14 - POSSIBILITE MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL

Il n'est pas fixé de règle d'occupation du sol.
